



Allocation canadienne pour enfants

OBJECTIFS ET DESCRIPTION

L'allocation canadienne pour enfants (ACE)¹ est une **prestation fédérale** qui permet de donner plus d'argent aux familles pour les aider à assumer les frais inhérents à l'éducation de leurs enfants². Elle a également comme objectif de reconnaître les coûts supplémentaires associés aux enfants ayant un handicap grave.

L'ACE est une prestation non imposable. Sa valeur maximale est déterminée en fonction du nombre d'enfants admissibles à charge, l'âge de ces derniers et le revenu familial net rajusté (RFNR)³. Un montant additionnel de prestation peut être ajouté si l'enfant est admissible à la prestation pour enfant handicapé. Les montants maximaux et les seuils de réduction de l'ACE sont indexés à l'inflation annuellement.

Les prestations sont versées mensuellement⁴ pour la période de juillet à juin qui suit l'année d'imposition. Par exemple, pour l'année d'imposition 2025, la période de paiements s'échelonne de juillet 2026 à juin 2027.

Pour l'année d'imposition 2025, le coût de l'ACE est estimé à 29,6 G\$. Pour l'année d'imposition 2024, on estime qu'environ 3 500 000 familles ont reçu cette allocation⁵.

UTILISATION ET COÛT DE LA MESURE	
Total	
Utilisation	±3 500 000 familles (2024)
Coût	29,6 G\$ (2025)

PARAMÈTRES ET CALCUL

L'ARC considère habituellement que c'est le parent féminin qui est le principal responsable des soins de l'enfant lorsque les parents habitent tous deux sous le même toit que l'enfant. Ainsi, c'est le parent féminin qui doit faire la demande⁶ à moins que le parent masculin soit le principal responsable de l'enfant⁷. Si l'enfant vit avec des parents de même sexe, un seul parent doit présenter une demande pour tous les enfants du foyer⁸.

Pour pouvoir demander l'ACE, la personne qui fait la demande doit être un résident canadien, habiter avec l'enfant admissible et être le principal responsable des soins et de l'éducation de celui-ci. Si l'enfant est en garde partagée, les deux parents peuvent être considérés comme le principal responsable des soins et de l'éducation de l'enfant et ils recevront alors un versement égal à 50 % du montant qu'ils auraient reçu si l'enfant avait vécu à temps plein avec eux.

Le montant de la prestation accordée dépend du RFNR, de l'âge des enfants, du nombre d'enfants et de la condition de ceux-ci. Le tableau ci-dessous présente les paramètres de la prestation de base que peuvent recevoir les familles pour la période de paiements allant de juillet 2025 à juin 2026. Il indique également les paramètres applicables à la prestation pour enfants handicapés qui est un versement supplémentaire inclus dans l'ACE pour aider les familles admissibles qui ont des enfants ayant une déficience grave et prolongée des fonctions physiques et mentales.

Principaux paramètres (année d'imposition 2025 / prestation de juillet 2026 à juin 2027)

Montant de base de l'ACE

- Enfant admissible⁹ âgé de moins de 6 ans Nombre d'enfants x 8 157 \$
- Enfant admissible âgé de 6 à 17 ans Nombre d'enfants x 6 883 \$

1^{er} seuil de réduction entre 38 237 \$ et 82 847 \$ de revenu familial net rajusté

- Pour les familles ayant **un** enfant admissible 7 %
- Pour les familles ayant **deux** enfants admissibles 13,5 %
- Pour les familles ayant **trois** enfants admissibles 19 %
- Pour les familles ayant **quatre** enfants admissibles **ou plus** 23 %

2^e seuil de réduction pour un revenu familial net rajusté supérieur à 82 847 \$

- Pour les familles ayant **un** enfant admissible 3,2 %
- Pour les familles ayant **deux** enfants admissibles 5,7 %
- Pour les familles ayant **trois** enfants admissibles 8 %
- Pour les familles ayant **quatre** enfants admissibles **ou plus** 9,5 %

Seuils et taux de réduction de l'ACE

(taux de réduction appliqué au montant du revenu familial net rajusté excèdent les seuils)

Montant additionnel de prestation pour enfants handicapés admissibles Nombre d'enfants x 3 480 \$

Seuil et taux de réduction du montant pour enfants handicapés admissibles
(revenu familial net rajusté supérieur à 82 847 \$)

(taux de réduction appliqué au montant du revenu familial net rajusté excèdent le seuil)

• Pour les familles ayant un enfant de moins de 18 ans admissible au crédit d'impôt pour personnes handicapées	3,2 %
• Pour les familles ayant deux enfants ou plus de moins de 18 ans admissibles au crédit d'impôt pour personnes handicapées	5,7 %

Le calcul de l'ACE se fait comme suit

1. Additionner les montants de base de l'ACE pour tous les enfants admissibles.
2. Calculer la réduction de l'allocation selon le RFNR (voir le seuil et taux de réduction de l'ACE applicable dans le tableau des paramètres ci-dessus). (Si un ou plusieurs des enfants sont admissibles au crédit d'impôt pour personnes handicapées, suivre les étapes suivantes.)
3. Additionner les montants additionnels de prestation pour enfant handicapé admissible.
4. Calculer la réduction de ce montant additionnel de prestation selon le RFNR (voir le seuil et taux de réduction applicable à cette prestation dans le tableau des paramètres de la page précédente).
5. Le montant de prestation totale est la somme des montants obtenus aux étapes 1 et 3, moins ceux obtenus aux étapes 2 et 4.

Pour démontrer le calcul, prenons l'exemple suivant :

- Marie et Pierre sont mariés et ont quatre enfants âgés de 2 ans, 4 ans, 9 ans et 12 ans. Le plus vieux des enfants est admissible à la prestation pour enfants handicapés.
- Le revenu familial de Marie et Pierre est 124 000 \$ en 2025.

CALCUL DE L'ACE	
Étapes	Montant
1. Additionner les montants de base de l'ACE pour tous les enfants admissibles ^(a)	30 080 \$
2. Calculer la réduction de l'allocation selon le RFNR ^(b)	14 170 \$
3. Additionner les montants additionnels de prestation pour enfant handicapé admissible ^(c)	3 480 \$
4. Calculer la réduction du montant précédent selon le RFNR ^(d)	1 317 \$
5. Montant de la prestation annuelle (étapes (1 + 3) - (2 + 4))	18 073 \$
Montant de la prestation mensuelle (prestation annuelle / 12)	1 506 \$
<i>(a) (2 enfants x 8 157 \$) + (2 enfants x 6 883 \$) = 30 080 \$.</i>	
<i>(b) Premier seuil de réduction : (82 847 \$ - 38 237 \$) x 23 % = 10 260 \$. Deuxième seuil de réduction : (124 000 \$ - 82 847 \$) x 9,5 % = 3 910 \$. Réduction totale = 10 260 \$ + 3 910 \$ = 14 170 \$.</i>	
<i>(c) 1 enfant x 3 480 \$ = 3 480 \$.</i>	
<i>(d) Réduction totale = (124 000 \$ - 82 847 \$) x 3,2 % = 1 317 \$.</i>	

BON À SAVOIR ET POINTS À RETENIR

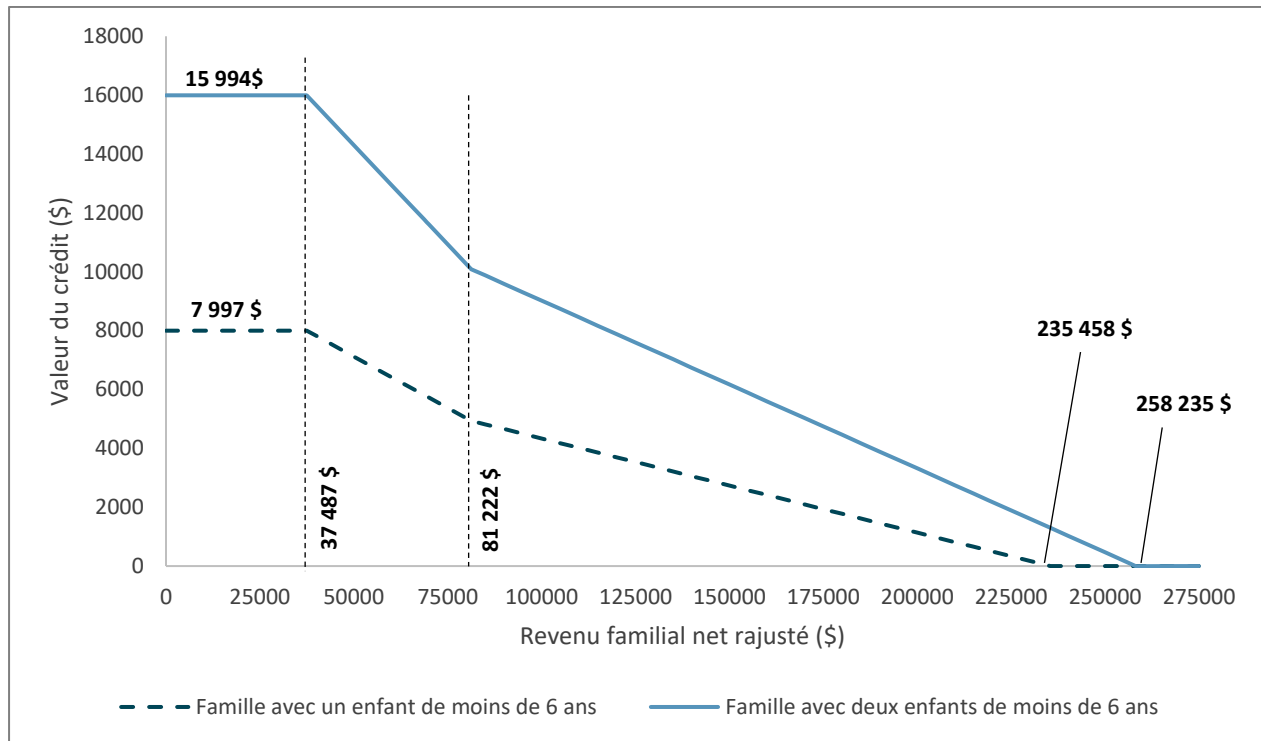
Voici une liste, non exhaustive, de certains points bons à savoir et à retenir.

- Il est possible de demander le paiement rétroactif de l'ACE à l'égard d'un mois donné jusqu'à 10 ans après le début de ce mois, pour les demandes présentées après juin 2016¹⁰.
- En cas de garde partagée d'un enfant, chaque personne reçoit un versement égal à 50 % du montant qu'elle aurait reçu si l'enfant avait habité avec elle à temps plein. Dans le cas où un des parents a reçu 100 % du paiement parce que l'autre parent ayant la garde partagée a choisi de ne pas présenter de demande, le premier parent pourrait devoir rembourser rétroactivement 50 % des prestations pour enfants qu'il a reçues si l'autre parent en fait la demande¹¹.
- Généralement, l'ACE est versée le 20 de chaque mois. Toutefois, si le versement mensuel est de moins de 20 \$, la prestation sera versée en un seul paiement au mois de juillet pour la période de paiements en question¹².
- L'ARC recalcule l'ACE lorsque l'une des situations suivantes s'applique : 1) au début de chaque période de versement (en juillet), pour tenir compte des renseignements contenus dans les déclarations de revenus qui ont été produites pour l'année précédente; 2) après toute nouvelle cotisation d'une déclaration de revenus produite qui modifie le montant de l'allocation; 3) après un changement d'état civil; 4) après un changement du nombre d'enfants admissibles à charge ; 5) chaque fois qu'un changement de situation peut modifier l'allocation. Ainsi, il est important d'aviser rapidement l'ARC d'un changement afin d'éviter les situations où il pourrait en résulter un remboursement des prestations¹³.
- À compter du 20 novembre 2023, une personne doit fournir une preuve de naissance avec sa demande si l'ARC n'a jamais versé de prestations pour cet enfant et que la personne présente une demande en ligne en utilisant « Mon dossier » ou par la poste. Si la personne présente une demande en utilisant l'enregistrement de naissances, il n'est pas nécessaire de fournir une preuve de naissance pour son enfant, car celle-ci est communiquée en toute sécurité à l'ARC par la province. Une preuve de naissance, telle que le certificat de naissance, doit inclure le nom de famille, le prénom et la date de naissance de l'enfant¹⁴.
- Pour les décès survenant après 2024, l'admissibilité à l'ACE sera prolongée de six mois si le particulier aurait par ailleurs été admissible à l'ACE à l'égard de l'enfant¹⁵.

ILLUSTRATION DE LA MESURE

Le graphique suivant fait une comparaison du montant d'ACE pouvant être réclamé par une famille avec un ou deux enfants de moins de 6 ans en fonction de leur RNFR.

Allocation canadienne pour enfants annuelle versée aux familles comportant un ou deux enfants de moins de 6 ans, année de prestation 2025-2026 (année de référence 2024)



Pour un RNFR de 37 487 \$ ou moins, une famille avec un enfant de moins de 6 ans a droit à une ACE de 7 997 \$ alors qu'une famille avec deux enfants de moins de 6 ans a droit à une ACE de 15 994 \$. Entre 37 487 \$ et 81 222 \$ de RNFR, l'ACE diminue graduellement selon le taux de réduction applicable à chacune des situations familiales. Au-delà d'un RNFR de 81 222 \$, la diminution de l'allocation est moins élevée puisque de nouveaux taux de réduction sont applicables selon la situation familiale sur le RNFR excédent 81 222 \$. L'allocation devient nulle à un RNFR de 235 458 \$ pour une famille avec un enfant de moins de 6 ans et à un RNFR de 258 235 \$ pour une famille avec deux enfants de moins de 6 ans.

HISTORIQUE DE LA MESURE

L'ACE a été instaurée dans le budget de 2016. Les paiements d'allocation ont débuté en juillet 2016. Cette allocation a remplacé la prestation fiscale canadienne pour enfants, y compris le supplément de la prestation nationale pour enfant, et la prestation universelle pour la garde d'enfants¹⁶. La prestation fiscale canadienne pour enfants et le supplément de la prestation nationale pour enfants avaient été

introduits en 1998¹⁷ alors que la prestation universelle pour la garde d'enfants avait été mise en place en 2006¹⁸.

L'ACE n'était originalement pas indexée. Puis, à l'automne 2016, le gouvernement fédéral a annoncé son intention de l'indexer à compter de l'année de prestation 2020-2021. Finalement, dans le cadre de son énoncé économique de l'automne 2017, le gouvernement fédéral a annoncé que l'indexation allait s'appliquer à compter de l'année de prestation 2018-2019¹⁹.

Dans le cadre de sa pratique administrative suivie depuis 2011, l'ARC détermine quels parents sont admissibles au partage des prestations, aux termes d'une interprétation de la garde partagée précisant que l'enfant réside généralement avec le parent de 40 % à 60 % du temps. Afin de minimiser l'impact de certaines jurisprudences²⁰ ayant statué qu'un parent a la garde partagée d'un enfant lorsqu'il réside avec cet enfant de 45 % à 55 % du temps, le 29 août 2019, le gouvernement fédéral a proposé de modifier la définition de « parent ayant la garde partagée » prévue à l'article 122.6 de la Loi de manière à accorder à l'ARC la marge de manœuvre nécessaire pour continuer à reconnaître ce type d'ententes comme elle l'a toujours fait auparavant. Cette modification s'applique aux paiements de prestations effectués après juin 2011, soit la date d'entrée en vigueur de la disposition initiale sur les parents ayant la garde partagée²¹.

Dans le but de fournir un soutien additionnel aux familles ayant de jeunes enfants, quatre paiements supplémentaires trimestriels ont été offerts en 2021. Pour les familles ayant droit à l'ACE et dont le revenu familial net était égal ou inférieur à 120 000 \$, les paiements supplémentaires ont été de 300 \$ par enfant âgé de moins de six ans. Pour les familles ayant droit à l'ACE et dont le revenu familial net était supérieur à 120 000 \$, les paiements supplémentaires ont été plutôt de 150 \$ par enfant âgé de moins de six ans²².

Le budget 2024-2025 a proposé de prolonger de six mois l'admissibilité à l'ACE à l'égard d'un enfant après son décès, si le particulier aurait par ailleurs été admissible à l'ACE à l'égard de cet enfant. Cette mesure entrera en vigueur pour les décès survenant après 2024²³.

Ressources complémentaires

Agence du revenu du Canada, *Allocation canadienne pour enfants et les programmes fédéraux, provinciaux et territoriaux connexes* [En ligne] : <https://www.canada.ca/content/dam/cra-arc/formspubs/pub/t4114/t4114-24f.pdf>

Agence du revenu du Canada, *Calculateur de prestations pour enfants et familles*, [En ligne] : <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/prestations-enfants-familles/calculateur-prestations-enfants-familles.html>

- ¹ *Loi de l'impôt sur le revenu*, L.R.C. (1985), ch.1 (5^e suppl.), article 122.6.
- ² MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales* (2025), p.71.
- ³ Il s'agit du revenu net du demandeur (inscrit à la ligne 23600 de sa déclaration de revenus), plus le revenu net de son époux ou conjoint de fait, moins tout revenu reçu de la prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE) et du régime enregistré d'épargne-invalidité (REEI), plus tout montant de la PUGE et du REEI remboursés. Il est toutefois à noter que la PUGE n'entre plus dans le calcul puisqu'elle a été abolie en 2016.
- ⁴ Si le versement mensuel est de moins de 20 \$, la prestation sera versée en un seul paiement au mois de juillet pour la période de paiements en question.
- ⁵ MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales* (2025), p.71.
- ⁶ La demande de l'ACE se fait par l'entremise du formulaire RC66 et l'annexe RC66SCH, si applicable, ou en ligne, sur le site de l'ARC (en utilisant l'onglet « Demander des prestations pour enfants » dans Mon dossier sur le site de l'ARC) ou encore, si le demandeur est la mère d'un nouveau-né, par le service de demande de prestations automatisées. Pour en savoir plus sur ce service, consulter le lien suivant : <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/prestations-enfants-familles/demande-prestations-automatisee.html>
- ⁷ Dans ce cas, le père doit joindre au formulaire prescrit une note signée par le parent féminin indiquant que le parent masculin est le principal responsable de tous les enfants.
- ⁸ ARC, Guide T4114, « Allocation canadienne pour enfants et les programmes fédéraux, provinciaux et territoriaux connexes », (pour la période de juillet 2025 à juin 2026), p. 14.
- ⁹ Il s'agit d'une personne à la charge du particulier et qui est âgée de moins de 18 ans. De plus, pour être admissible, aucune allocation spéciale prévue par la *Loi sur les allocations spéciales pour enfants* ne doit avoir été payable pour l'enfant.
- ¹⁰ ARC, Circulaire d'information IC07-1R1 « Dispositions d'allègement pour les contribuables », en ligne : <https://www.canada.ca/content/dam/cra-arc/formspubs/pub/ic07-1/ic07-1r1-17f.pdf>.
- ¹¹ ARC, Guide T4114, « Allocation canadienne pour enfants et les programmes fédéraux, provinciaux et territoriaux connexes », (pour la période de juillet 2025 à juin 2026), p. 11.
- ¹² ARC, Guide T4114, « Allocation canadienne pour enfants et les programmes fédéraux, provinciaux et territoriaux connexes », (pour la période de juillet 2025 à juin 2025), p. 17.
- ¹³ ARC, Guide T4114, « Allocation canadienne pour enfants et les programmes fédéraux, provinciaux et territoriaux connexes », (pour la période de juillet 2025 à juin 2026), p. 19.
- ¹⁴ ARC, *Faire une demande*, en ligne : < <https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/prestations-enfants-familles/allocation-canadienne-enfants-aperçu/allocation-canadienne-enfants-comment-faire-demande.html> >. La liste des documents justificatifs est disponible à l'adresse suivante : https://www.canada.ca/fr/agence-revenu/services/prestations-enfants-familles/documents-justificatifs.html#h_5
- ¹⁵ MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, Budget 2024-2024, *Mesures fiscales : Renseignements supplémentaires* (16 avril 2024), p. 11 et 12.
- ¹⁶ MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales* (2024), p. 70.
- ¹⁷ MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, *Rapport sur les dépenses fiscales fédérales* (2024), p. 70.
- ¹⁸ MINISTÈRE DES FINANCES, Budget 2006-2007, *Budget en bref de 2006 – Cibler les priorités* (2 mai 2006), p. 9.
- ¹⁹ MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, Document d'information, *Renforcer l'allocation canadienne pour enfants* (24 octobre 2017).
- ²⁰ *Morrissey c. La Reine*, 2019 CAF 56 et *Lavrinenko c. La Reine*, 2019 CAF 51.
- ²¹ MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, Communiqué de presse « Le gouvernement prend des mesures pour s'assurer que les parents en situation de garde partagée continueront de recevoir des prestations » (29 août 2019).

²² MINISTRE DES FINANCES DU CANADA, *Énoncé économique de l'automne 2020 « Soutenir les Canadiens et lutter contre la COVID-19 »*, Annexe 4 – Mesures fiscales : Renseignements supplémentaires, p. 2013 et 214.

²³ MINISTÈRE DES FINANCES DU CANADA, Budget 2024-2024, *Mesures fiscales : Renseignements supplémentaires* (16 avril 2024), p. 11 et 12.